



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Afrique

Question au Gouvernement n° 2127

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, la crise dans l'est du Zaïre et dans la zone des grands lacs a démontré à quel point la politique menée par votre Gouvernement avait porté préjudice à notre pays.

(Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Vous soutenez un tyran corrompu, M. Mobutu, dont le peuple souffre.

La semaine dernière, dans les rues de Bangui deux soldats français sont morts...

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Assassines !

M. Jean-Pierre Brard. ... et l'on a dénombré des dizaines de victimes dans la population de la capitale centrafricaine.

Qu'il s'agisse des soldats français ou des dizaines de victimes civiles, cela relève de votre responsabilité. (Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Charles Ehrmann. Lamentable !

M. Jean-Pierre Brard. Dans le journal *La Croix* un officier français déclare que, si les troupes françaises se retiraient, les forces fidèles au président ne résisteraient pas deux heures face aux mutins. Il a même ajouté que tous les bons éléments étaient de l'autre côté. Mais voilà : vous avez rompu avec la politique de décolonisation dans laquelle le général de Gaulle (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre) avait engagé la France, donnant un nouveau rayonnement à notre pays. Vous avez renoué avec les pires traditions coloniales. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Aujourd'hui, vous soutenez en République centrafricaine M. Patasse, président rejeté par son peuple. Mais voilà, M. Patasse est à votre dévotion, à votre botte, monsieur le Premier ministre. (Mêmes mouvements.)

M. le président. Allons ! Un peu de calme !

M. Jean-Pierre Brard. Aussi bien ne voulez-vous pas entendre le peuple centrafricain et les partis politiques qui expriment ses aspirations. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. - Claquements de pupitres.) Il faut rompre avec cette politique, monsieur le Premier ministre.

La question que je pose est simple. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Voilà qui tombe bien ! (Sourires.)

M. Jean-Pierre Brard. Je constate, monsieur le président, que vous êtes très attentif, ce qui ne m'étonne pas. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Je suis attentif à mon chronomètre ! (Sourires.)

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, allez-vous continuer à appuyer des chefs d'État discrédités, plus intéressés par leurs comptes en Suisse que par le développement de leur peuple ?

Allez-vous renoncer a faire intervenir l'armee francaise quand les peuples veulent se saisir de leur destin ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur divers bancs du groupe socialiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre delegue a la cooperation.

M. Jacques Godfrain, ministre delegue a la cooperation. Monsieur Brard, je pensais, en entendant le debut de votre question, que vous alliez, au moins, rendre hommage aux deux soldats francais, morts pour la paix...

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Puisque vous avez omis de le faire...

Un depute du groupe du Rassemblement pour la Republique. Ils ont ete assassines !

M. Jean-Pierre Brard. J'ai dit qu'ils etaient vos victimes !

M. le ministre delegue a la cooperation. ... je le fais moi, malgre vous, et au nom de toute cette assemblee.

M. Jean-Pierre Brard. C'est votre responsabilite !

M. le ministre delegue a la cooperation. Permettez-moi egalement de vous dire que tous les presidents de l'Afrique francophone ont ete elus au suffrage universel. Par notre intervention, pour assurer la paix et la mediation en Republique centrafricaine, nous avons manifeste notre respect et notre defense du suffrage universel.

M. Jean-Michel Ferrand. Les communistes ne savent pas ce que c'est !

M. le ministre delegue a la cooperation. Je precise donc que les quatre chefs d'Etat africains actuellement charges de la mediation ont tous ete elus au suffrage universel et que l'armee francaise qui se trouve a Bangui est une armee d'interposition, pour eviter le pire.

Pour terminer, permettez-moi d'ajouter que, si l'armee francaise n'etait pas intervenue lors de la premiere mutinerie, des centaines de civils auraient ete tues. De toute la communaute internationale, Organisation de l' unite africaine - Nations unies, Etats-Unis, Japon, Union europeenne - nous sont d'ailleurs parvenus des temoignages de remerciement et meme de felicitation.

M. Jean-Pierre Brard. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre delegue a la cooperation. Que le groupe communiste condamne l'intervention francaise ne m'etonne pas. Il n'empeche que cette intervention tend a assurer la pacification des esprits et la democratie.

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Jean-Pierre Brard.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, la crise dans l'est du Zaire et dans la zone des grands lacs a demontre a quel point la politique menee par votre Gouvernement avait porte prejudice a notre pays.

(Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Vous soutenez un tyran corrompu, M. Mobutu, dont le peuple souffre.

La semaine derniere, dans les rues de Bangui deux soldats francais sont morts...

Plusieurs deputes du groupe du Rassemblement pour la Republique. Assassines !

M. Jean-Pierre Brard. ... et l'on a denombre des dizaines de victimes dans la population de la capitale centrafricaine.

Qu'il s'agisse des soldats francais ou des dizaines de victimes civiles, cela releve de votre responsabilite. (Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. Charles Ehrmann. Lamentable !

M. Jean-Pierre Brard. Dans le journal La Croix un officier francais declare que, si les troupes francaises se retiraient, les forces fideles au president ne resisteraient pas deux heures face aux mutins. Il a meme ajoute que tous les bons elements etaient de l'autre cote. Mais voila: vous avez rompu avec la politique de decolonisation dans laquelle le general de Gaulle (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre) avait engage la France, donnant un nouveau rayonnement a notre pays. Vous avez renoue avec les pires traditions coloniales. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie

française et du Centre.)

Aujourd'hui, vous soutenez en République centrafricaine M. Patasse, président rejeté par son peuple. Mais voilà, M. Patasse est à votre dévotion, à votre botte, monsieur le Premier ministre. (Mêmes mouvements.)

M. le président. Allons ! Un peu de calme !

M. Jean-Pierre Brard. Aussi bien ne voulez-vous pas entendre le peuple centrafricain et les partis politiques qui expriment ses aspirations. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. - Claquements de pupitres.) Il faut rompre avec cette politique, monsieur le Premier ministre.

La question que je pose est simple. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Voilà qui tombe bien ! (Sourires.)

M. Jean-Pierre Brard. Je constate, monsieur le président, que vous êtes très attentif, ce qui ne m'étonne pas. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Je suis attentif à mon chronomètre ! (Sourires.)

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, allez-vous continuer à appuyer des chefs d'État discrédités, plus intéressés par leurs comptes en Suisse que par le développement de leur peuple ?

Allez-vous renoncer à faire intervenir l'armée française quand les peuples veulent se saisir de leur destin ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur divers bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la coopération.

M. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération. Monsieur Brard, je pensais, en entendant le début de votre question, que vous alliez, au moins, rendre hommage aux deux soldats français, morts pour la paix... (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Puisque vous avez omis de le faire...

Un député du groupe du Rassemblement pour la République. Ils ont été assassinés !

M. Jean-Pierre Brard. J'ai dit qu'ils étaient vos victimes !

M. le ministre délégué à la coopération. ... je le fais moi, malgré vous, et au nom de toute cette assemblée.

M. Jean-Pierre Brard. C'est votre responsabilité !

M. le ministre délégué à la coopération. Permettez-moi également de vous dire que tous les présidents de l'Afrique francophone ont été élus au suffrage universel. Par notre intervention, pour assurer la paix et la médiation en République centrafricaine, nous avons manifesté notre respect et notre défense du suffrage universel.

M. Jean-Michel Ferrand. Les communistes ne savent pas ce que c'est !

M. le ministre délégué à la coopération. Je précise donc que les quatre chefs d'État africains actuellement chargés de la médiation ont tous été élus au suffrage universel et que l'armée française qui se trouve à Bangui est une armée d'interposition, pour éviter le pire.

Pour terminer, permettez-moi d'ajouter que, si l'armée française n'était pas intervenue lors de la première mutinerie, des centaines de civils auraient été tués. De toute la communauté internationale, Organisation de l'unité africaine - Nations unies, États-Unis, Japon, Union européenne - nous sont d'ailleurs parvenus des témoignages de remerciement et même de félicitation.

M. Jean-Pierre Brard. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre délégué à la coopération. Que le groupe communiste condamne l'intervention française ne m'étonne pas. Il n'empêche que cette intervention tend à assurer la pacification des esprits et la démocratie. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Brard Jean-Pierre](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2127

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : coopération

Ministère attributaire : coopération

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 janvier 1997, page 136

Réponse publiée le : 16 janvier 1997, page 136

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 janvier 1997